

« **Le comptoir du café est le parlement du peuple** », affirmait Balzac, et je fais souvent mienne cette célèbre citation du non moins célèbre royaliste, en entretenant discussions et parfois querelles dans les estaminets et restaurants des villes et villages de France que je traverse ou dans lesquels j'habite et vis. Ainsi, il y a quelques jours à Versailles : alors que je me régalaïs d'un mille feuilles aux framboises fait maison (c'est tellement meilleur qu'un surgelé décongelé), deux « communistes » sont arrivés, forte carrure et blouse de travail sur le dos, salués de leur présumée étiquette par le patron des lieux. Aussitôt, évidemment, la discussion, brève et cordiale, s'engagea, m'étant moi-présenté comme royaliste.



Le plus virulent, sorte de Peppone sans moustache, s'engagea dans un discours sur les congés payés, les 35 heures, et les progrès sociaux du XXe siècle, avec le ton déclamatoire d'un Georges Marchais façon Thierry Le Luron, tandis que l'autre me soufflait, d'un air amusé, qu'ils n'étaient pas vraiment communistes... Mais, au travers de sa harangue, le premier évoquait

une sorte de nostalgie d'un temps apparemment révolu, celui des « conquêtes sociales » devenus, pour le meilleur mais parfois aussi pour le moins bon, des « acquis sociaux ». Il est vrai que, **depuis une quarantaine d'années, notre société est entrée dans une période et un climat d'insécurité sociale, entre chômage structurel et crainte du déclassement**. Pendant longtemps, les économistes et les politiques ont, pour la plupart, minimisé ces phénomènes et raillé les sentiments des classes populaires, puis des classes moyennes, arguant que la mondialisation était heureuse, forcément heureuse parce que l'on n'avait jamais autant consommé depuis les débuts de l'humanité. De l'ouvrier producteur et exploité des temps de l'industrialisation, on était passé au consommateur qu'il s'agissait de contenter et d'inciter, toujours et encore, à consommer, non seulement pour son plaisir mais pour le plus grand profit de la Grande distribution et d'un système de « désir infini dans un monde fini », selon l'expression de Daniel Cohen, dont, justement, il s'agissait d'oublier la seconde partie de la formule pour que ce système perdure et garde sa « profitabilité ».

Aujourd'hui, la France est en fin de désindustrialisation, et les délocalisations spéculatives continuent, pour le plus grand bonheur des actionnaires souvent peu intéressés par les conditions de leurs gains, et notre nation a perdu, dans le même mouvement, son fin maillage de services publics et de cafés, renouant avec un « désert français » que Jean-François Gravier dénonçait à l'orée des années Cinquante et que l'action de la gaullienne DATAR avait cherché à éviter, ou à ordonner pour en limiter les effets délétères. En fait, la répartition des habitants de notre pays était moins déséquilibrée du temps de la rédaction du livre de Gravier, et la « déconcentration » des années de Gaulle puis la « décentralisation » des lois Defferre et des politiques Pasqua et Raffarin n'ont, en définitive, abouti qu'à rendre « plus acceptable » un processus de métropolisation qui a littéralement asséché les territoires ruraux de France et concentré les populations actives autour des grandes cités et au sein des grandes aires métropolitaines. Non que les intentions des uns et des autres fussent mauvaises, mais la République et les féodalités qu'elle préserve et dont elle dépend ont dévoyé le noble mouvement de « retour au local » qui s'ébauchait par la Loi et l'ont transformé en nouvel âge féodal, libéral en principe et égoïste en fait, au profit d'une nouvelle classe dominante globale, mondialisée et nomade tout autant qu'intéressée et hypocrite, peu soucieuse du Bien commun. Suis-je trop sévère dans mes appréciations ? Peut-être est-ce un moyen d'éviter d'être cruel dans la pratique, préférant toujours la juste colère à l'injuste violence...

Le peuple des cafés ne prend pas toujours des précautions oratoires pour parler des princes sans principes qui nous gouvernent, et il n'est guère sensible aux appels médiatiques et politiques à la raison, considérant que celle-ci n'est plus que la tentative des puissants de se préserver d'une colère populaire qui, désormais, déborde en une crue anarchique mais qui pourrait, hors du Pays légal, s'avérer féconde pour le Pays réel. Est-il « communiste », ce peuple-là ? Non, mais **il se sert du « mythe » d'un communisme des travailleurs** qui, s'il n'a jamais été qu'un leurre ou une terrible illusion qui s'est payée de millions de morts plus à l'est que Strasbourg et que Calcutta,

**a permis**

, par son existence étatique et historique en Russie puis en Chine,

**d'équilibrer**

, par la peur qu'il suscitait pour les « capitalistes » occidentaux,

**le rapport de forces entre les travailleurs et les puissances financières et économiques du XXe siècle**

: c'était, d'une certaine manière, une «

**réaction**

» (et c'est Maurras qui, d'ailleurs, l'évoquera comme telle)

**à la création et à l'exploitation du Prolétariat permise par le triomphe du modèle anglo-saxon d'industrialisation, mais aussi par la destruction du modèle social corporatif français dans les années de la Révolution et de l'Empire**

au nom d'une drôle de « Liberté du Travail » qui s'émancipait, d'abord, des droits des travailleurs eux-mêmes.



Aujourd'hui, la dérégulation voulue par la Commission européenne et la privatisation accélérée de pans entiers de l'appareil français d'encadrement et de services, mais aussi d'équipements et d'infrastructures que les Français pensaient « posséder » par leurs impôts (ce qui n'était pas tout à fait faux...), entretiennent ce fort sentiment de « dépossession » qui nourrit la colère des Gilets jaunes, une colère que nombre de Français « délèguent » aux manifestants fluorescents du samedi et qui anime les émissions et les débats télévisuels depuis plus de quatre mois sans que l'on sache vraiment ce qui pourrait épuiser totalement les troupes contestatrices. **Que la République, en son gouvernement du moment, méprise à ce point ceux à qui**

, si l'on suivait les règles d'une démocratie équilibrée sans être toujours décisionnaire (car ce dernier cas de figure pourrait alors mener à la paralysie ou à la démagogie dictatoriale façon Pisistrate),

**elle devrait rendre des comptes autrement que par l'élection parlementaire**

(sans la remettre en cause pour autant, car elle a son utilité, en particulier « consultative » ou « représentative »),

**apparaît bien comme un affront à la justice civique qui n'est jamais très éloignée, en définitive, de la justice sociale.**

Les dernières annonces sur l'augmentation prévue du prix de l'électricité pour les mois prochains, sur la mise en place de 400 nouveaux radars destinés plus à rapporter de l'argent qu'à prévenir des comportements routiers dangereux, sur le report de l'âge (plutôt « pivot » que « légal ») de la retraite, sur les nouvelles taxes sur l'héritage ou sur la propriété privée des classes moyennes, etc., apparaissent comme la volonté de « passer en force » pour appliquer un programme « social » (« antisocial » serait sémantiquement plus approprié...) décidé au-delà des frontières de notre pays, en des institutions qui se veulent « gouvernance » ou « européennes » (ou les deux à la fois), et pour complaire à des puissances qui sont d'abord celles de « l'Avoir » quand il serait préférable que « l'Etre » soit pris en compte avant elles...

La colère du peuple des comptoirs sera-t-elle suffisante pour remettre à l'endroit un monde politique qui pense à l'envers des classes populaires et moyennes ? Il y faudrait un caractère qui y soit politique sans être politicien ; révolutionnaire en stratégie et en pratique sans être nostalgique d'une Révolution française qui a installé les principes qui gouvernent désormais l'économie ; social sans être étatiste ou sectaire... La République ne craint pas vraiment, passés les premiers émois, les jacqueries qu'elle peut réprimer et discréditer en dressant les Français les uns contre les autres, en « classes ennemies » quand elles devraient être des classes complémentaires et fédérées dans le corps civique, mais elle pourrait bien craindre la cristallisation des mécontentements en chouanneries qui ne se contenteraient pas de contester mais seraient animées par un esprit de fondation et de service nécessaire pour le pays, et pour le pays d'abord, compris comme l'ensemble de ce qui vit et travaille au sein des territoires, de la métropole à l'Outre-mer, de l'usine à la ferme, de l'école à l'épicerie. Il n'est pas alors interdit de travailler dès maintenant à préparer cette alternative qui pourrait donner au peuple des cafés, mieux encore qu'un espoir fugace, une espérance pour longtemps et un débouché politique et institutionnel...